

Un président qui privilégie le farniente au lieu de voler au secours des sinistrés

Il est allé faire du safari dans la réserve de Pongara avec son ami marocain, Mohamed VI, alors que ses compatriotes avaient tant besoin de lui à leur chevet pour les rassurer.

Charles Mendome

« Gouverner, c'est prévoir », dit-on à l'endroit des hommes d'Etat. Mais Ali Bongo, l'éternel enfant, semble, dans sa gestion quotidienne du pays, s'éloigner lamentablement de cette perspicacité qui particularise les vrais présidents de la République. Privilégiant avant tout la satisfaction de ses fantasmes, il snobe ses compatriotes. La preuve vient d'être confirmée par son retard à réagir face à la détresse des compatriotes durement touchés par les inondations consécutives à la montée des eaux provoquée par la pluie diluvienne de



Ali Bongo arrive tardivement au chevet des Gabonais sinistrés....



....Occupé à vadrouiller avec ses amis marocains.

Vacance de poste à la commune de Libreville

Le 4^{ème} arrondissement toujours sans maire principal

La détentrice du fauteuil a été promue au gouvernement le 02 octobre dernier et n'a toujours pas été remplacée selon la loi.

C.M

Promue aux hautes fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, dans le premier gouvernement du Premier ministre émergent, Franck Emmanuel Isoze Ngondet, Lucienne Ogouwalanga Awore a, de facto, perdu son fauteuil de maire du 4^{ème} arrondissement de la commune de Libreville. Et, de ce fait, devrait être remplacée par un autre conseiller, son poste étant vacant. Mais, jusqu'à ce jour, les autorités compétentes ne semblent pas se bousculer pour faire respecter la loi en la matière.

tuent ce collègue d'arrondissement et aux appétits pouvoiristes nourrissent des ambitions et s'échauffent déjà. Estimant l'élection ouverte, ils peuvent donc postuler. Et ça fait un tel désordre que d'aucuns ont recouru aux spécialistes du droit pour comprendre qu'il s'agit, pour ce cas de figure, de l'élection du seul maire promu au gouvernement. Et non d'une élection de tout le bureau à reprendre. Au demeurant, si les arrangements ne sont plus de mise, les différents partis ayant assez de conseillers peuvent aller en compétition pour ce poste. Mais surtout pas ceux qui sont déjà au bureau du



C'est désormais la guerre pour remplacer la néo-ministre au poste de maire.

la nuit du 02 au 03 novembre dernier, à Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville.

Il a pourtant été saisi du drame par son service de renseignements, mais n'a pas eu la spontanéité de se rendre sur les lieux. Préférant laisser Etienne Massard Kabinda, Lambert Noël Matha et Lucienne Ogouwalanga Awore, respectivement ministre-secrétaire général de la présidence, ministre de l'Intérieur et ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, jouer les premiers secouristes.

Pendant ce temps, il se tapait un farniente avec son ami Mohamed VI, le monarque du royaume du Maroc, dans la réserve de Pongara. C'est donc seulement 48 heures après qu'il a daigné aller prendre un bain de foule post-électoral au milieu des sinistrés dans la pure bouffonnerie protocolaire qu'il affectionne : la « politique spectacle ».

Et, comme toujours, des promesses et des engagements sans assurance de sa part, ont suscité des applau-

dissements de quelques claquetistes d'un PDG pourtant dans la tourmente. Alors qu'on craint fort que l'argent, pour entreprendre les travaux d'assainissement qui s'imposent afin de les sécuriser définitivement, ait été englouti dans l'organisation de la Can Total 2017.

Car si l'on veut rester sérieux, on ne voit pas comment l'ANGTI va démolir maintenant les bunkers construits anarchiquement dans les cours d'eau qui serpentent cette zone, ériger de larges et profondes canalisations et doter le « pont Mabala » de buses beaucoup plus larges pour éviter l'engorgement des canalisations pour évacuer les eaux vers la mer, si cela n'a pas été fait depuis 2014.

Malgré les assurances

« C'était-là un vrai motif de chantage électoral en août 2016, mais, hélas, personne n'y a pensé », comme l'a regretté M-P Assiga, une habitante sinistrée. Et de poursuivre : « Nous ne voulons pas de minables indemnités circonstancielles, mais que les travaux commencent. Parce qu'en 2014, les indemnités perçues n'ont même pas réussi à dédommager tout le monde. Des pères et mères de famille en ont été privés à cause d'un recensement qui avait été mal fait ».

Malheureusement, ce sont ces mêmes errements qui sont remis au goût du jour. Car le gouvernement a promis à ceux qui sont au stade, de leur venir en aide pour les soulager des petits soins les plus pressants. Mais qu'en sera-t-il pour toute la logistique domestique qui a été abîmée par les eaux ?